

500088

ERRAGNE

THÉO

02/08/2004

Note de délibération : 18.5 / 20

Numéro d'inscription 5 0 0 0 8 8

Né(e) le 0 8 / 0 8 / 2 0 0 4

Signature

Nom E R R A G N E

Prénom (s) T H E O

18.5 / 20



Épreuve: HGG

Sujet 1 ou 2
(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille 0 1 / 0 4

Numéro de table 0 0 7

I - Questions :

1/ Variant de 0.3% par l'Irlande jusqu'à 3.9% par la Pologne, la part du PIS investit dans la défense varie selon les membres de l'UE [Union Européenne]. Il faut dire que chaque pays a sa propre perception des menaces : depuis l'invasion de la Russie par l'Ukraine en février 2022, l'Est européen s'inquiète de l'avancé^{russe}, ce dont témoigne des taux d'investissement supérieurs à deux pourcents par l'intégralité des pays frontaliers à la Russie (Estonie 2.7% ; Lituanie 2.5% ; Finlande 2.5%). Quant à la Grèce, il faut souligner la menace importante que constitue la Turquie à son endroit, singulièrement depuis l'invasion de Chypre en 1975, et qui risque donc de se répandre sur ses propres îles. Nous sommes là dans dans les "espaces de brayages" européens, par opposition à "l'abri européenne" (d'évy, Europe, une géographie) à l'ouest, moins avertit de la menace et bien plus atlantiste dans son positionnement stratégique, ce dont témoigne des taux inférieurs à 2% dans toute cette région. Tout est donc question de proximité.

2) Dans le TOP 20 mondial des entreprises de défenses, seul quatre entreprises européennes figurent : Airbus; Leonardo; Thales^{SAE}. Dès lors, ce tableau témoigne des difficultés qu'a l'Europe à s'armer par elle-même. L'Europe n'est en mesure, si ce n'est de construire une armée européenne équipée par l'Europe, au moins des armées nationales équipées par l'Europe. Le positionnement de certains pays reste orienté vers les États-Unis principalement, comme en témoigne le cas de la Pologne, qui ne se tourne que vers des équipementiers américains. Toutefois, il faut aussi relever le progrès de ces entreprises ces dernières années, Airbus ayant par exemple enregistré une évolution de +17% de son revenu lié aux armes entre 2021 et 2022.

3) La part limitée des pays européens dans les exportations françaises d'armement n'illustre pas tant une faiblesse de l'industrie française d'armement, qui rayonne déjà par ses groupes que sont Thales et Dassault, mais bien plus de la préférence historique pour les États-Unis, qui perdure depuis 1945. Mais l'inconditionnalité de cette alliance est de plus en plus remise en question, ce qui explique les fluctuations de ces mêmes statistiques, qui ont eu une tendance haussière entre 2016 et 2019 sous la première mandature de D. Trump, passant 5% à 45%. A la réélection de Trump

o'ajoute bien sûr le conflit en Ukraine, qui explique la tendance haussière contemporaine en euros, bien qu'à la baisse en terme de pourcentage, le monde se réarmant en faisant appel à la France

II- Dissertation:

Construire une Europe de la défense depuis les années 1950

Depuis l'élection de Donald Trump, la pérennité de l'alliance militaire euro-américaine par l'intermédiaire de l'OTAN [Traité de l'Atlantique Nord, 1949] ne cesse d'être remise en question. A l'occasion d'une allocution tenue le 5 mars 2025, le président français E. Macron a donc convoqué une réunion exceptionnelle à l'échelle européenne, laquelle a conduit à l'annonce du plan ReArm EU. d'objectif: faire aboutir une Europe de la défense, un ensemble européen cohérent, engagé dans des projets militaires communs, et doté d'une force d'intervention au sein de l'Union Européenne.

Il faut dire que l'aboutissement d'un tel projet serait remarquable. Car depuis 1952 et la proposition de la CED [Communauté Européenne de Défense], le projet d'une Europe de la défense est engagé et ne cesse ^{de} créer des tensions. Mise en échec par les gaullistes et communistes français en 1954, la CED ne fut que la germe d'une opposition entre fédéralistes et confédéralistes, qui n'a de cesse de retarder toute concrétisation. Construire ne peut de fait se faire

sans un effort des uns et des autres, sans l'acceptation d'un potentiel transfert d'une tâche régalienne comme la défense vers une entité supranationale. Maintenant, plus que l'UE, c'est l'Europe toute entière qui fait face à des menaces, poussant la construction d'une Europe de la défense à être vu comme une nécessité. Plus encore que les seuls Etats-Unis, ce sont aussi la Russie en Ukraine et la Turquie sur les îles grecques et sur Chypre qui font figurent d'empires, et empiètent sur le territoire européen.

Mais alors, ces menaces contemporaines sont-elles suffisamment pesantes pour passer outre les oppositions internes à l'Europe qui entravent jusqu'ici l'aboutissement d'une Europe de la défense ?

Nous verrons que certes, l'Europe s'est historiquement construite dans le refus de toute utilisation de la violence, ce qui n'a eu de cesse de s'affirmer avec l'UE, mais ^{elle} est aujourd'hui engagée, bien qu'inégalement, dans la construction d'une défense européenne. Et bien plus encore, il s'agit désormais d'une question de survie pour l'Europe, qui fait face aux menaces proliférantes des nouvelles empires.

Au sortir de la seconde guerre mondiale, l'Europe s'est reconstruite sur un modèle loin de la guerre, entériné par la construction européenne, et qui préfère le parapluie américain à la création de sa propre armée, n'ayant de se consacrer entièrement au développement de sa "puissance normative"

Numéro d'inscription 5 0 0 0 8 8

Né(e) le 0 7 / 0 8 / 2 0 0 4

Signature



Nom E R R A G N E

Prénom(s) T H E O

18.5 / 20



Épreuve: H66

Sujet 1 ou 2
(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille 0 2 / 0 4

Numéro de table 0 0 7

Dès son origine, la construction européenne fut une tentative de recours à la violence. Dans une Europe dévastée par la seconde guerre mondiale, le traumatisme est grand et avec lui, la volonté de bâtir un monde favorable à la paix. C'est pourquoi le 17 janvier 1951, 6 pays font le pari de la CECA [Communauté Européenne de Charbon et de l'Acier] et de la collectivisation du charbon et de l'acier comme moyen de pallier à tout ambition militaire susceptible de conduire à la guerre. Depuis, l'Union Européenne a continué sur cette voie et ne cesse d'approfondir son intégration pour mettre fin à tout nationalisme qui apparaît, selon les dires de D. de Roegement, comme étant la "force antieuropéenne par excellence" (L'esprit européen, 1947). Et même au delà des frontières de l'UE, l'heure est au pacifisme comme en Suisse et en Norvège, pays qui rejettent l'usage de la force et l'intégration à un quelconque alliance militaire.

Il faut dire que la construction de cette Europe post-seconde guerre mondiale s'est faite avec le regard et l'appui des Etats-Unis, qui ont déployé

sur toute l'Europe, un parapluie militaire : l'OTAN trouve sa source dans l'UEO qui, au lendemain de la guerre, visait déjà à assurer la sécurité du vieux continent. Aujourd'hui, la majeure partie des pays européens l'ont rejoint, les derniers desquels sont la Finlande et la Suède en avril 2023. Et plus encore, l'Europe n'échappe pas à "l'empire de bases" ^{C. Johnson} que constituent les États-Unis : ce sont près de 100 000 soldats américains qui sont établis sur le sol européen, la majorité en Allemagne, mais aussi de plus en plus à l'est. En septembre 2024, face aux menaces russes à avoir été inaugurés le camp Reedo en Estonie, qui vise à terme à accueillir 1000 soldats américains. Dès lors, les États européens se reposent sur cette appui américain, si bien que l'idée d'une Europe de la défense n'est que peu enracinée dans les esprits.

Bien loin de toute puissance militaire, l'Europe et plus exactement l'UE se constitue en effet comme une "puissance normative" (Z. Jaïdi, Do norme sur la force, 2002). De fait, la région trouve sa force dans son statut de 1^{er} marché mondial plus que dans le militaire. Elle a à cet effet mis en place des normes sous trois formes, qui conditionnent l'accès à son marché et pousse ses rivaux à s'alligner sur son ordre. Ces normes

sont d'abord techniques depuis 1995 et la création du marquage CE, qui conditionne l'entrée des produits sur le marché européenne à certains procédés de productions ; Elles sont aussi politiques, avec les accords de Cotonou (2000, accords de Janoa depuis mars 2024), qui conditionne les accords de l'UE avec 79 pays ACP [Afrique-Caraïbe-Pacifique] au bon respect des valeurs démocratiques et des droits de l'homme ; Elles sont enfin sociales, en ce que le DSA [Digital Services Act] adopté en 2022 soumet les acteurs cyber au respect de droits accordés aux internautes. Cette "puissance normative" est le pan principal du modèle européen, qui constitue sa volonté pacifitriste, bien éloigné donc de tout idéal d'une Europe de la défense. L'Europe investit de fait tout les champs de la norme pour faire plus à son ordre plus que le militaire.

Entre les menaces contemporaines, l'Europe est d'abord synonyme de paix et de non-usage de la force, ce qui ne sime pas avec une défense européenne qui elle préfère donner aux Etats-Unis au profit de sa "puissance normative". Maintenant, Z. Djindji lui-même annonçait en 2015 dans le réflexe de l'Europe l'échec de ce modèle et la nécessité pour l'Europe de s'orienter vers une forme plus classique de puissance, rapprochée du "hard power" (J. Nye.)

Néanmoins, depuis les années 1950 et plus singulièrement depuis 1959, l'Europe accorde une place au champ de la défense qui, si elle est croissante, l'est inégalement selon les Etats, d'autant qu'une opposition continue freine tout avancée.

Malgré l'échec de la CED en 1954, l'Europe n'a jamais complètement abandonnée l'idée d'une Europe de la défense, à l'échelle européenne comme nationale. A l'échelle européenne d'abord, des mesures ont été prises : en 1975 est voté la PESD [Politique Européenne de Sécurité et de Coopération], laquelle autorise le déploiement de "battle groups" sur des interventions hors d'Europe, en témoigne l'opération Atalante menée contre la piraterie dans le Golf d'Aden depuis 2009. Ce sont aussi des projets d'armement militaire commun comme le JCAF [Système de combat Aérien du futur], initié en 2016, qui vise au développement d'un avion de chasse européen de 6^{ème} génération. Mais ce sont aussi les Etats européens qui sont engagés dans une Europe de la défense, l'Allemagne ayant annoncé fin 2024 sa volonté d'investir 2% de son PIB dans l'armement. Aussi le positionnement français n'est-il pas nouveau, en ce que la France s'est avant même d'un atlantisme trop profond, à l'origine des mesures aujourd'hui engagées par E. Macron. Dès lors, le projet d'une défense européenne est un projet de longue date, qui n'a jamais été totalement oublié.

Mais les efforts dans l'armement demeurent bien inégaux d'un pays européen à l'autre : Alors que

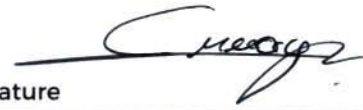
Numéro d'inscription

5 0 0 0 8 8

Né(e) le

0 2 / 0 8 / 2 0 0 4

Signature



Nom

E R R A G N E

Prénom (s)

T H E O

18.5 / 20



Épreuve :

HGG

Sujet

 1

ou

 2

(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille

0 3 /

0 4

Numéro de table

0 0 7

La Pologne investissait 3.9% de son PIB pour la défense en 2023, l'Allemagne en investissait 1.6%. Il faut dire qu'après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la menace s'est rapproché à l'est tandis qu'elle semble encore lointaine à l'ouest. La Pologne est à la frontière directe du conflit au point de parfois être la cible de frappes "involontaires", ce qui motive naturellement ces investissements. Car l'Europe est scindée en trois espaces historiques : Les "empire de contact" (Russie) ; Les "espaces de broyages", cible historique des grands massacres qui constitut l'Est européen ; "l'Europe de l'abri" à l'ouest qui, parce qu'à l'abri, ne ressent pas la menace croissante d l'Est. (J. Lévy, Europe, une géographie, 1947). Cette tripartition s'appuie donc sur la proximité d'un conflit potentiel et calque à l'identique sur l'importance des budgets accordés à la défense par les pays européens, qui demeurent donc bien inégalitaire.

Enfin la réticence à une Europe de la défense repose aussi sur l'opposition historique

entre fédéralisme et confédéralisme. Projet fédéraliste par essence, la défense européenne suscite beaucoup d'opposition dans des États encore marqués d'un esprit nationaliste, qui ne parviennent à passer à son modèle d'État post-moderne (l'écarter, de fracture des nations, 1955) et donc à céder le domaine régalien que constitue la défense à une entité supranationale. Dès lors, la Hongrie se montre particulièrement réticente à tout idée d'Europe de la défense. Au vu de cette opposition, l'Europe souffre d'un manque d'investissement chronique dans le militaire: quand le budget européen pour la défense a augmenté de 20% en 20 ans, celui de la Chine a bondi de 594%. Et les projets européens sont bien en retard à l'heure où Trump a annoncé la production prochaine du F-47, futur concurrent du JCAF.

Le projet d'une Europe de la défense est donc là: les États engagent des projets communs et augmentent leurs dépenses, mais les efforts sont encore bien inégaux et suscitent l'opposition d'une partie des membres de l'UE. Or, cette opposition doit

se mesurer. A l'heure ou l'Europe se montre de plus en plus comme le terrain de proxy des nouvelles empires, il en va de sa survie de pallier les oppositions et devenir une vrai puissance.

Une Europe de la défense est aujourd'hui remise au centre des discussions. En effet, le continent subit les interactions des nouvelles empires voisines qui la contraignent à dépasser son modèle original. Et même si la volonté de cette transformation est actée, sa forme reste à clarifier.

L'Europe est désormais entourée d'empire. La Russie a montré ses ambitions impérialiste dès février 2022 en Ukraine et non avant sa en Crimée en 2014, tandis que les Etats-Unis de D. Trump se montrent de plus en plus menaçant et conquièrent donc le Brésland chinois au même titre que la Turquie d'Erdogan en Méditerranée orientale. Dans ces trois cas, l'Europe est dans le viseur et se doit donc de trouver une réponse, de changer, se reconstruire autrement si elle veut survivre. Pour Verhofstadt, l'Europe dans ce monde d'empire doit par exemple abandonner toute idée d'unanimité, qui bloque le processus décisionnel et avec elle le progrès (Europe's last chance). Ainsi, l'Europe doit faire face aux menaces, ce qui

passé par l'essor d'une Europe de la défense pleine et entière.

Dans les faits, l'Europe est alors sous la contrainte d'abandonner son projet initial. Les menaces de Trump de mettre fin au soutien militaire à tous les pays ne respectent pas le 2% de leur PIB d'investir dans le militaire promis pour l'OTAN n'ont pas été simplement entendues, elles sont l'une des ~~raisons~~ raisons pour laquelle l'UE a engagé son plan Re Arm EU. De la même manière, la crise migratoire jugée comme n'étant plus soutenable par Bruxelles a conduit à un renforcement des mesures militaires contre la migration. Alors que son budget est passé de 40 millions d'euros à sa création en 2004 à près de 928 millions aujourd'hui, Frontex a fait l'objet d'une réforme en 2016, qui l'a doté désormais de forces d'interventions directes. L'organisation a ainsi lancé une mission en Méditerranée des 2018 (Themis), ainsi que sur terre (Terros), laquelle s'étend des côtes Méditerranéennes à la Frioulde. Ainsi, plus qu'engagée dans la construction d'une Europe de la défense, l'Europe y est contrainte face à des atées qui la dépassent. Il en va de sa survie.

Maintenant, reste à clarifier la forme de cette Europe de la défense, ce qui a en partie permis le dire Blac du 19 Avril 2025, commandée

Numéro d'inscription

5 0 0 0 8 8

Né(e) le

0 2 / 0 8 / 2 0 0 4

Signature



Nom

E R R A G N E

Prénom (s)

T H E O

18.5 / 20



Épreuve :

H 6 6

Sujet

1

ou

2

(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille

0 4 /

0 4

Numéro de table

0 0 7

à l'occasion du plan ReArm EU. : L'Europe se dirige vers la création d'une force commune d'intervention et a promis d'investir 500 milliards d'euros dans des projets d'armement et de technologies militaires liées à l'IA. Mais des questions subsistent quant à la direction de cette armée commune, ou encore la possible mutualisation de l'arme nucléaire française supposée par E. Macron le 5 mars.

Si la construction d'une Europe de la défense a donc longtemps été laissée en suspens au vu des volontés premières que sont celles de la construction européenne, l'Europe est dorénavant poussée, plus encore contrainte à s'armer. Des menaces qui pèsent à son encontre son plurielles et poussent à une collaboration plus accrue vers une Europe de la défense, malgré les réticences et oppositions qui ont bloqué le projet depuis les années 1950. Il faut dire qu'aujourd'hui,

NE RIEN ÉCRIRE

DANS CE CADRE

18.5 / 20

l'enjeu n'est plus le même et que si elle ne change pas, l'Europe est vouée à périr (N. Gnesotto, 'Europe, changer ou périr', 2021). L'abandon partiel de son modèle primaire basé sur la paix n'est alors sans doute qu'une nécessité à pouvoir le faire survivre dans le futur. Reste à savoir si le plan ReArm EU n'est pas un autre coup d'épée dans l'eau et si oui ou non l'Europe est réellement sortie de sa "naïveté géopolitique" (U. von der Leyen, 2021)



